

APPEL DU COMITE NATIONAL FEDERAL DES 8 ET 9 SEPTEMBRE 2022, AU SIEGE DE LA CGT À MONTREUIL



LE GOUVERNEMENT VEUT TOUT CASSER PREPARONS LA RIPOSTE !

Le Comité National Fédéral réuni les 8 et 9 septembre 2022 fait le constat d'une situation sans précédent pour tous nos secteurs: Les services d'urgence fermés, la fin de l'accès 24h/24 aux hôpitaux, les lits d'aval qui manquent, le tri des patients, le manque de moyens de l'action sociale, la marchandisation généralisée illustrée par le scandale ORPEA... Et partout des personnels épuisés.

Cette situation est le produit de la volonté délibérée de détruire la protection sociale, le service public mais aussi les dispositifs d'action sociale, de généraliser la pénurie des effectifs pour fermer toujours plus de lits/places et réduire encore les offres de prise en charge. La nationalisation ou mise sous tutelle des groupes privés lucratifs doit être immédiate. Aujourd'hui, ce sont les fondements même de nos métiers et nos statuts qui sont attaqués par des réformes qui déconstruisent le cadre national des diplômés et préparent une privatisation généralisée des formations. Il y a urgence à gagner l'abrogation de Parcoursup, à stopper l'augmentation des frais d'inscription, à se battre pour le maintien de tous les diplômes nationaux et pour la généralisation des contrats d'étude.

Avec la culpabilisation de la population qui se rend aux urgences et la « régulation médicale préalable » mise en place cet été à l'entrée de l'hôpital, un nouveau pas est franchi.

Les fonctionnements en modes dégradés que le ministre entend pérenniser à partir de l'expérimentation de la « Mission Flash Urgences » remettent en cause le principe d'égalité d'accès aux soins et mettent en danger la population. Ces mesures accentuent également la dégradation des conditions de travail, et donc la fuite des personnels.

Pour rendre acceptable ce qui ne l'était pas, le ministre entend intégrer les organisations syndicales et professionnelles à son projet de « refondation du système de santé » par la participation à une « conférence des parties prenantes ». La CGT n'est pas dupe de la manœuvre et a pris la décision de ne pas s'y rendre.

A aucun moment, la CGT ne sera « partie prenante » de la démolition de notre système de santé et de sa privatisation.

Le ministre doit répondre aux revendications immédiates des personnels ! Il doit au plus vite :

➔ annoncer un plan national de formation et de recrutement. La CGT a chiffré un besoin de 100 000 postes pour l'hôpital public, 200 000 dans les EHPAD, 100 000 dans le secteur social et médico-social.

➔ réintégrer nos collègues suspendu·e·s

➔ titulariser les 250 000 contractuels de la fonction publique hospitalière et les médecins PADHUE (aujourd'hui menacés d'être expulsés de notre système de santé)

➔ augmenter de manière significative les salaires, ainsi que les indemnités de nuit, de dimanche et jours fériés pour faire revenir les 180 000 collègues qui ont quitté l'hôpital

➔ arrêter les plans de restructurations d'établissements dictés par Bercy ainsi que les fermetures de lits et de services, annuler les plans de retour à l'équilibre et les financements par appel à projet qui continuent.

De plus en plus de salariés et de retraités se retrouvent dans une situation anxiogène face à l'augmentation exponentielle des prix (loyer, énergie, alimentation...). Par exemple, les catégories C n'ont bénéficié d'aucune mesure de revalorisation depuis le Ségur. Quels que soient les conventions ou statuts, cela devient intenable.

Il faut l'augmentation générale des salaires et des pensions! Il faut le rattrapage immédiat équivalent à l'inflation ! Il faut le retour à l'échelle mobile des salaires !

Face à une division organisée des personnels (prime covid différenciée, iniquité du Ségur, prime d'intéressement, avancement au mérite, accords locaux dérogatoires...), notre responsabilité est grande d'offrir une perspective collective de lutte et de résistance à la hauteur des attaques. C'est sur cette appréciation commune que nous cherchons à rassembler et à organiser les salariés et que nous nous engageons dans les élections professionnelles pour gagner la participation et le vote CGT.

Notre détermination à porter nos revendications auprès des salariés sera décisive. Préparons la journée du 22 septembre dans notre champ et la journée du 29 septembre avec toute la CGT !

D'ores et déjà, nous savons qu'il faudra poursuivre et élargir la lutte car le gouvernement ne donne aucun signe de changement de cap politique, bien au contraire. Nous appelons nos syndicats à appuyer toutes les mobilisations des salariés qui pourraient surgir dans cette période. Le CNF a pris connaissance de la perspective d'une « marche contre la vie chère » à la mi-octobre. Dès maintenant, nous invitons l'ensemble de nos organisations à mettre en débat la possibilité d'un grand mouvement pour faire reculer le gouvernement.

Le Président des super-riches plonge les hôpitaux, le pays, les salarié·e·s de la Santé et de l'Action Sociale dans la misère.

TOUS ENSEMBLE, TOUS EN LUTTE POUR NOS REVENDICATIONS !